

AUFEMININ.COM

COMPTES CONSOLIDES

AU 31/12/2008

AUFEMININ.COM

Société anonyme au capital de 1 792 646,20 euros
Siège social : 78, avenue des Champs Elysées, 75008 Paris
423 780 113 R.C.S. Paris

I - BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2008 (en K€)

ACTIF	Note	Au 31/12/08	Au 31/12/07
		Normes IFRS	Normes IFRS
Ecart d'acquisition	4.1	9 193	7 193
Fonds de commerce	4.1	113	113
Logiciels, licences et marques		4 317	878
Immobilisations incorporelles	4.1	13 623	8 184
Installations, matériel et outillage		31	7
Mobilier, mat. bureau et informatique		683	807
Immobilisations corporelles	4.1	714	814
Dépôts et cautionnements		106	106
Actifs financiers	4.1	106	106
Actifs d'impôt différé	1	243	33
TOTAL ACTIF NON COURANT		14 687	9 137
Marchandises		0	1
Avances, acomptes sur commandes	4.2	35	21
Clients et comptes rattachés	4.2	13 986	13 105
Autres créances	4.2	2 128	734
Capital souscrit et appelé non versé	4.2	0	0
Charges constatées d'avance	4.2	115	115
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.3	15 821	20 684
TOTAL ACTIF COURANT		32 086	34 658
TOTAL DE L'ACTIF		46 773	43 795

L'annexe fait partie intégrante des comptes.

Passif	Note	Au 31/12/08	Au 31/12/07
		Normes IFRS	Normes IFRS
Capital social	5.1	1 793	1 792
Prime d'émission		4 304	4 287
Réserves et report à nouveau		20 779	11 380
Actions propres		4 634	4 634
Résultat net part du groupe		6 442	8 790
Capitaux propres groupe		37 953	30 883
Intérêts hors-groupe		0	0
Résultat hors-groupe		0	0
Intérêts minoritaires		0	0
Capitaux propres de l'ensemble consolidé		37 953	30 883
Provisions	5.2	102	50
Avantages au personnel		9	4
Impôts différés passifs		375	297
Passif non courant		486	351
Dettes financières à court terme	5.2	2	2
Emprunts et dettes financières diverses		0	3
Avances et acomptes reçus sur commandes	5.3	114	59
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5.3	3 589	3 129
Dettes fiscales et sociales	5.3	4 200	8 976
Dettes sur immobilisations	5.3	105	63
Autres dettes	5.3	48	77
Produits constatés d'avance	5.3	276	254
Passif courant		8 334	12 562
TOTAL DU PASSIF		46 773	43 795

L'annexe fait partie intégrante des comptes.

II - COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (en K€)

Rubriques	Note	31/12/08	31/12/07
		Normes IFRS	Normes IFRS
		12 mois	12 mois
Ventes d'espaces publicitaires		19 377	18 869
Opérations d'échanges		405	385
Autres services		4 939	3 269
Produits	6.1	24 721	22 523
Autres produits opérationnels	6.2	25	78
Variation stock marchandises		-1	
Opérations d'échanges		-437	-374
Autres achats et charges externes	6.3	-4 773	-3 254
Impôts, taxes et versements assimilés		-430	-357
Charges de personnel	7.1	-8 486	-4 886
Dotations amortissements immobilisations		-922	-558
Dotations et reprises de provisions		-169	-115
Autres charges opérationnelles	6.2	-22	0
RESULTAT OPERATIONNEL		9 507	13 056
Produits financiers		633	522
Charges financières		-20	-9
RESULTAT FINANCIER	6.4	613	513
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		10 119	13 569
Impôt sur les bénéfices		-3 809	-4 724
(Charge) / Produit d'impôts différés		132	-54
RESULTAT NET CONSOLIDE		6 442	8 789
Part des minoritaires			
RESULTAT NET PART DU GROUPE		6 442	8 789
Résultat par action	6.6	0,74	0,99
Résultat dilué par action	6.6	0,72	0,98

L'annexe fait partie intégrante des comptes.

III - TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE (en K€)

Note		
Rubriques	31/12/08	31/12/07
	Normes IFRS	Normes IFRS
	12 mois	12 mois
Résultat net consolidé	6 442	8 790
Eléments non liés à l'activité	-613	-513
Amortissements et provisions et plus ou moins values de cession (2)	978	583
Variation des impôts différés	-132	54
Plus-values de cession, nettes d'impôt		0
Résultat lié aux paiements en actions	617	393
Marge brute d'autofinancement	7 293	9 308
(Aug) dim des créances clients	-881	-4 181
(Aug) dim des autres créances d'exploitation	-1 408	-285
Aug (dim) des dettes fournisseurs	416	-24
Aug (dim) des dettes fiscales et sociales	-4 776	5 805
Aug (dim) des autres dettes d'exploitation	90	143
Variation du besoin en fonds de roulement	-6 559	1 457
TRESORERIE PROVENANT DE L'ACTIVITE OPERATIONNELLE	733	10 765
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-6 262	-674
Dépôts reçus / versés	0	-9
Acquisition d'autres immobilisations financières		0
Acquisition de titres consolidés (1)		-220
Position de trésorerie des sociétés acquises		11
Aug (dim) des dettes sur sociétés acquises		0
Aug (dim) des dettes fournisseurs d'immobilisations	42	-215
Cession d'actif		0
Plus value nette de cession des actions d'autocontrôle		4 091
Investissements non financiers	-6 220	2 984
Intérêts / produits financiers	613	513
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX INVESTISSEMENTS	-5 607	3 497
Augmentations ou diminution de capital en numéraire	14	117
Remboursement des dettes financières / Dépôt reçu	-2	-15
FLUX DE TRESORERIE LIES AU FINANCEMENT	12	102
Incidence de variation des cours de devises	-1	
FLUX DE TRESORERIE	-4 862	14 364
Trésorerie d'ouverture (3)	20 684	6 319
Trésorerie de clôture (3)	15 821	20 684
Ecart	-4 862	14 364

(1) L'acquisition de Tiboo s'est faite pour 220 K€ par paiement en numéraire

(2) A l'exclusion des dépréciations sur actif circulant

(3) Trésorerie nette des dettes financières à court terme et des provisions sur valeurs de placements et hors actions propres

L'annexe fait partie intégrante des comptes.

IV – CAPITAUX PROPRES DU GROUPE

	Capital	Primes	Résultat de l'exercice	Réserves et Report à nouveau	Titres en autocontrôle	Totaux capitaux propres
Situation au 1er janvier 2007	1 771	4 040	6 003	5 135	543	17 492
Affectation résultat 2006			-6 003	6 003		0
Imputation RAN / Primes						0
Résultat de la période			8 790			8 790
Acquisition / cession actions propres					4 091	4 091
Création d'actions nouvelles	21	267				288
Réserve indisponible		-20		20		0
Remboursement de la prime d'émission				-171		-171
Paiement en actions				393		393
Situation au 31 décembre 2007	1 792	4 287	8 790	11 380	4 634	30 883
Situation au 1er janvier 2008	1 792	4 287	8 790	11 380	4 634	30 884
Affectation résultat 2007			-8 790	8 790		0
Imputation RAN / Primes						0
Résultat de la période			6 442			6 442
Acquisition / cession actions propres						0
Création d'actions nouvelles	1	17		-4		14
Réserve indisponible						0
Ecart de conversion groupe				-4		-4
Paiement en actions				617		617
Situation au 31 décembre 2008	1 793	4 304	6 442	20 780	4 634	37 953

Dans les comptes consolidés, le poste d'actions propres inscrit en titres immobilisés dans les comptes sociaux est imputé sur les capitaux propres.

Le nombre de titres acquis au cours de l'exercice 2008 s'élève à 0 et le nombre de titres cédés est de 0. Au 31 décembre 2008, le nombre d'actions propres est de 84.768 pour une valeur comptable de 255 K€ dans les comptes sociaux.

L'annexe fait partie intégrante des comptes.

V - ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

Déclaration de conformité et bases de préparation

Les comptes du Groupe auFeminin.com au 31 décembre 2008 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté par l'Union européenne (règlement 1606/2002 du 19 juillet 2002).

Ils intègrent les comptes d'auFeminin.com et de ses filiales.

Ils sont présentés en milliers d'euros.

Principes comptables significatifs

Les principes comptables ont été appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2008 et sont les mêmes que ceux qui ont été retenus pour les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2007.

Les principes comptables retenus ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB dans la mesure où l'application des normes et interprétations suivantes, obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2008 et non encore endossées par l'Union Européenne sont sans incidence sur les comptes du groupe AuFeminin.com : IFRIC 12 (Accords de concession de services) et IFRIC 14 (IAS 19 - Limitation de l'actif au titre de prestations définies, obligations de financement minimum et leur interaction)

Le groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2008 :

- IAS 1 révisée « Présentation des Etats financiers », publiée le 6 septembre 2007 par l'IASB, entre en vigueur au titre des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009
- IAS 23 révisée « Coûts d'emprunts », prévoyant la capitalisation obligatoire des coûts d'emprunt dans la valeur comptable des actifs, est applicable obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009.
- IFRS 8, « Secteurs opérationnels », remplacera de manière obligatoire la norme IAS 14 pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009
- IFRIC 13, « Programmes de fidélisation des clients»
- IFRS 3 Révisée
- IAS 27 Amendée, « États financiers consolidés et individuels », portant sur la détermination du coût d'une participation dans les états financiers, est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009
- IFRS 2 amendée, « Paiement fondé sur des actions », portant sur les conditions d'acquisition des droits et annulations, est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009
- IAS 32 amendée, « Instruments financiers : présentation », portant sur les instruments financiers remboursables par anticipation à la juste valeur et les obligations liées à la liquidation, sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009

Le processus de détermination par AuFeminin.com des impacts potentiels sur les comptes consolidés du groupe est en cours. AuFeminin.com n'anticipe pas, à ce stade de l'analyse, d'impact significatif sur ses comptes consolidés.

Saisonnalité

La saisonnalité des activités du Groupe liées aux ventes d'espaces publicitaires est difficilement appréciable du fait de la croissance continue du chiffre d'affaires observée sur les précédents semestres ; d'une manière générale, l'activité la plus soutenue est constatée sur les mois de novembre et décembre. Le niveau d'activité le plus faible s'observe plutôt sur les mois de janvier / février et sur les mois d'été.

Les autres activités du Groupe sont généralement moins affectées par des effets de saisonnalité.

1. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Au 1^{er} semestre 2008 :

- ouverture des filiales goFeminin.de GmbH et soFeminine.co.uk Ltd ;
- lancement de Joyce.fr, magazine en ligne dédié au luxe ;
- développement de la nouvelle version de SantéAZ.fr, site consacré à l'univers de la santé ;
- lancement du site mobile auFeminin.com sur Vodafone Live (portail mobile de SFR) ;
- initiation du développement international de SmartAdserver.

Au 2^{ème} semestre 2008 :

- lancement des nouvelles versions des sites auFeminin.com et goFeminin.de. Ces nouvelles versions proposent aux utilisatrices une maquette modernisée et plus structurée pour une meilleure lisibilité. En outre, une association plus étroite entre les contenus éditoriaux et les services communautaires renforce la valeur ajoutée des visites ;
- le groupe a acquis et intégré avec succès le site leader en Allemagne sur la santé Onmeda.de. Les synergies commerciales et technologiques ont rapidement été mises en place et ont contribué aux bons résultats du groupe à l'international ;
- lancement de auFeminin Network avec la prise en régie des sites Madmoizelle.fr, Badiliz.fr, Bebevallee.fr et Equideow.fr ;
- lancement de Marmiton.it en Italie et Marmiton.es en Espagne ;
- lancement de nouvelles offres publicitaires, notamment le ciblage contextuel par mots-clés qui permet d'afficher une publicité en fonction du contenu éditorial de la page. Ces nouvelles offres permettent de mieux répondre à la demande d'efficacité des campagnes publicitaires exprimée par les annonceurs, et d'optimiser le potentiel de monétisation des sites du groupe ;
- lancement d'une nouvelle version de SmartAdserver, incluant deux langues supplémentaires (allemand et espagnol, en plus du français et de l'anglais).

De plus, auFeminin.com a mis en œuvre des synergies avec son actionnaire de référence, le groupe Axel Springer. En particulier :

- en Allemagne : nomination de la responsable des sites féminins du groupe Axel Springer comme co-gérante de la filiale goFeminin.de GmbH, mise en place d'échanges de contenus et de liens entre goFeminin.de et les sites d'Axel Springer, et commercialisation de goFeminin.de par la régie publicitaire d'Axel Springer ;
- partage de locaux en Allemagne et en Grande-Bretagne ;

intégration de SmartAdserver sur de nombreux sites du groupe Axel Springer.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

auFeminin.com est une entreprise domiciliée en France.

Les états financiers consolidés semestriels d'auFeminin.com au 31 décembre 2008 comprennent la société auFeminin.com et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe »).

Les états financiers semestriels ont été arrêtés par le conseil d'administration le 6 mars 2009.

Les états financiers semestriels consolidés ont été établis en conformité avec les IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne et disponible sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission

Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction, instruments financiers classés comme disponibles à la vente.

2.1 Description des états financiers

Les actifs courants sont principalement constitués par :

- les actifs destinés à être cédés ou consommés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ;
- la trésorerie et les équivalents de trésorerie ; et
- les actifs détenus essentiellement en vue d'être négociés.

Tous les autres actifs sont non courants.

Les actifs financiers comprennent :

- des actifs financiers non courants : des actifs financiers courants incluant des instruments financiers dérivés court terme, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (valeurs mobilières de placement)

Les passifs courants sont constitués principalement par :

- les passifs destinés à être réglés dans le cadre du cycle normal d'exploitation du Groupe ;
- les passifs destinés à être réglés dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Les autres passifs sont non courants.

Détermination du résultat opérationnel courant

Le compte de résultat est présenté par nature de charges.

Le résultat opérationnel contient tous les éléments d'opérations courantes. Sont exclus les produits et charges qui présentent un caractère inhabituel ou rare dans leur survenue, à savoir :

- les dépréciations d'écarts d'acquisition et d'immobilisations constatées dans le cadre des tests de dépréciation selon IAS 36,
- les charges de restructuration ou liées à des mesures d'adaptation des effectifs de montants significatifs, concernant des événements ou des décisions d'envergure,
- les plus-values ou moins-values de cessions,
- les charges et produits qui résulteraient d'un litige d'un montant significatif, d'opérations de déploiement ou de capital majeures (frais d'intégration d'une nouvelle activité...)

2.2 Méthode de consolidation :

Une filiale est une entité contrôlée par la Société. Le contrôle existe lorsque la Société a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en considération.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

La méthode de l'intégration globale est appliquée à l'ensemble des filiales d'AuFeminin.com.

Les soldes bilantiels, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intragroupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

Les gains latents découlant des transactions avec les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint sont éliminés à concurrence des parts d'intérêts du Groupe dans l'entité.

Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les profits latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

Intérêts minoritaires : Si les capitaux propres de fin de période d'une société consolidée sont négatifs, la part des intérêts minoritaires dans ces capitaux propres est prise en charge par le groupe, sauf si les tiers ont une obligation expresse de combler leur quote-part de pertes. Si ces sociétés redeviennent bénéficiaires, la part du groupe dans leur résultat est prise en compte par l'actionnaire majoritaire à hauteur des pertes comptabilisées antérieurement.

2.3 Utilisation d'estimations :

La préparation de comptes consolidés conformes aux principes IFRS nécessite la prise en compte par la direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et les passifs éventuels mentionnés dans l'annexe, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat. Il est possible que les montants effectifs se révélant ultérieurement soient différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptables est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période de changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

2.4 Immobilisations incorporelles :

Écarts d'acquisition (IAS 36, 38 et IFRS 3). - Lors d'une acquisition, les actifs, les passifs et les passifs éventuels de la filiale sont comptabilisés à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Tout surplus du coût d'acquisition par rapport aux justes valeurs des actifs et passifs identifiables acquis est comptabilisé en écart d'acquisition. Toute différence négative entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs nets identifiables acquis est reconnue en résultat au cours de l'exercice d'acquisition.

Conformément aux normes IFRS 3 et IAS 36, les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de dépréciation annuels, ainsi que ponctuels en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs.

Autres immobilisations incorporelles (IAS 38). - Les autres immobilisations incorporelles comprennent les brevets, les marques, les logiciels et les frais de développement.

Les marques acquises sont traitées comme des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie du fait de leur notoriété. Elles sont donc non amorties et soumises systématiquement à des tests de dépréciation annuels, ainsi que ponctuels en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs.

Les brevets et les logiciels acquis sont amortis sur leur durée d'utilisation estimée. Les logiciels acquis sont amortis sur une période de trois ans en mode linéaire.

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement qui remplissent les critères d'inscription à l'actif de la norme IAS 38 sont inclus dans les immobilisations incorporelles.

2.5 Immobilisations corporelles :

Les immobilisations figurent au bilan pour leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs.

La valeur des immobilisations ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé suivant le mode linéaire en fonction des composants et de leurs durées d'utilité effectives.

Matériel	5 ans
Installations générales	10 ans
Matériel de transport (occasion)	2 ans
Matériels de bureau et informatique	3 ans
Mobilier	10 ans

2.6 Dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Dépréciation des actifs (IAS 36). - Le groupe réalise régulièrement des tests de valeur de ses actifs : immobilisations corporelles, écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles. Ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé

entre leur juste valeur nette des frais de cession et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Pour les immobilisations corporelles, ce test de valeur est réalisé lorsqu'il existe des indices internes ou externes de perte de valeurs.

Pour les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, un test de valeur est systématiquement effectué chaque année calendaire ainsi qu'en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs.

La méthode retenue pour ces tests de valeur consiste à comparer la valeur comptable des immobilisations avec un multiple de résultat opérationnel.

Multiple Marmiton : 8 fois le résultat opérationnel et avec 9 une variation de 3 %.

Multiple de résultat opérationnel d'AuFeminin : 12.

Dans le cas où le test de valeur annuel révèle une juste valeur inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée pour ramener la valeur comptable de l'immobilisation ou de l'écart d'acquisition à sa juste valeur.

Lorsque des éléments internes ou externes démontrent que la perte de valeur d'une immobilisation incorporelle (hors écarts d'acquisition) ou corporelle n'est plus justifiée et que la valeur recouvrable excède la valeur comptable de l'actif, les éventuelles pertes de valeur constatées lors d'exercices précédents sont reprises en résultat.

Les pertes de valeur constatées sur les écarts d'acquisition ne sont jamais reprises en résultat.

2.7 Créances d'exploitation :

Les créances d'exploitation comprennent principalement des créances clients qui correspondent à la juste valeur de la contrepartie à recevoir, diminuée du montant des pertes de valeur liées au risque de non recouvrabilité partielle ou totale de la créance.

2.8 Placement à court terme :

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de comptes de caisse, de comptes bancaires et de valeurs mobilières de placement qui sont cessibles à très court terme et dont les sous-jacents ne présentent pas de risques de fluctuations significatifs.

Les VMP sont considérées par le Groupe comme des placements à court terme et sont classées en tant que placements détenus à des fins de transaction. Ils sont donc reconnus au bilan à leur juste valeur à la date d'établissement des comptes. Les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat.

2.9 Actions propres :

Lorsque le groupe rachète ses propres actions, le montant de la contre-partie payée, y compris les coûts directement attribuables, est comptabilisée en variation des capitaux propres.

En cas de vente, le montant de la plus value est comptabilisée en variation des capitaux propres.

2.10 BSCPCE et options accordés au personnel :

Des options et bons de souscription d'actions sont accordées aux dirigeants et à certains salariés du groupe. Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », la juste valeur des options attribuées est évaluée à la date d'attribution et est comptabilisée en charges de personnel en contrepartie d'une augmentation de capitaux propres, sur la période pendant laquelle les salariés acquièrent leurs droits.

Le groupe utilise pour les valoriser le modèle mathématique Black & Scholes. Les modifications des conditions de marché postérieures à la date d'attribution sont sans incidence sur cette évaluation initiale. Ces attributions sont rémunérées en actions exclusivement.

Conformément à la norme IFRS 2, seules les attributions accordées après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis le 1^{er} janvier 2005 sont évaluées et comptabilisées en charges de personnel par le crédit des réserves de stock options dans les capitaux propres. Les attributions antérieures au 7 novembre 2002 ne sont pas évaluées et restent non comptabilisées.

2.11 Provisions :

Provisions pour risques et charges (IAS 37). - Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers, dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources.

Si le montant ou l'échéance ne peuvent être estimés avec suffisamment de fiabilité, alors il s'agit d'un passif éventuel qui constitue un engagement hors bilan.

En application de la norme IAS 37, lorsque l'effet de la valeur temps est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux futurs.

2.12 Prestations de retraite :

Conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraites et assimilés sont évalués par un actuaire indépendant, suivant la méthode rétrospective des unités de crédit projetées. Cette obligation finale est ensuite actualisée.

2.13 Méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires :

Comptabilisation du chiffre d'affaires (IAS 18). - Le chiffre d'affaires provenant de la vente de marchandises ou de services est comptabilisé net des remises et des avantages commerciaux consentis et des taxes sur vente, dès lors que le transfert aux clients des risques et avantages inhérents à la propriété a eu lieu ou que le service a été rendu.

Le chiffre d'affaires de la société se compose des éléments suivants :

(i) Les contrats de vente ou d'échange d'espace publicitaire :

- Pour les contrats de vente terminés à la clôture :
Ces contrats prévoient la diffusion de bannières publicitaires sur un ou plusieurs sites, sur une période déterminée. La valeur des contrats dépend du nombre de pages vues demandé par l'annonceur. Le chiffre d'affaires reconnu dans le compte de résultat correspond :
 - soit à la valeur du contrat lorsque le nombre de pages vues prévu au contrat est atteint ;
 - soit à la valeur des pages vues lorsque le nombre de pages vues convenu entre les deux parties n'est pas atteint.
- Pour les contrats de vente en cours à la clôture :
 - soit à la valeur du contrat prorata temporis lorsque le nombre de pages vues prévu au contrat pour la période considérée est atteint ou supérieur ;
 - soit à la valeur des pages vues lorsque le nombre de pages vues convenu entre les parties n'est pas atteint.
- Les opérations d'échanges ne sont reconnues, conformément à SIC 31, que si les deux prestations échangées ne sont pas considérées comme similaires au sens de la norme (c'est-à-dire notamment format, nombre, CPM et durée identiques et site de même nature) à hauteur et dans la limite de transactions monétaires similaires. Enfin le revenu des opérations d'échange qui respectent ces deux conditions est reconnu selon le même principe que les contrats de vente mentionnés ci dessus.

(ii) Les contrats de marketing direct : le chiffre d'affaires est reconnu lors de l'envoi d'informations promotionnelles aux internautes référencés dans la base de données d'auFeminin.com.

(iii) les autres services, dont les services payants (Audiotel,...), le shopping et les prestations vendues au titre du logiciel Smart adserver (technologie de gestion de publicité).

Le chiffre d'affaire SmartAdServer, facturé aux clients à la valeur du CPM (coût pour mille) est reconnu d'après l'utilisation du logiciel par le client (nombre d'impressions publicitaires délivrées au cours d'un mois donné).

2.14 Résultat financier :

Résultat financier (IAS 16 et 23). - Le résultat financier comprend le coût de l'endettement financier brut, les produits de trésorerie et les autres charges et produits financiers.

Toutes les charges d'intérêts sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues. En application des normes IAS 16 et IAS 23, les intérêts des emprunts affectés à la construction et à l'acquisition des actifs corporels sont comptabilisés en charges financières et ne sont pas immobilisés dans le coût de l'actif.

2.15 Impôts sur les résultats :

Impôts sur les résultats (IAS 12) –

Les impôts différés sont présentés sur des rubriques spécifiques du bilan incluses dans les actifs non courants et les passifs non courants.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Les impôts différés actifs et passifs sont calculés selon la méthode du report variable à partir des différences temporaires existant entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs figurant au bilan. Les taux d'impôt applicables pour les périodes futures sont retenus pour déterminer les montants d'impôts différés à la clôture.

Les impôts différés actifs ne sont reconnus que dans la mesure où il est probable que les résultats fiscaux futurs permettront leur imputation.

Les impôts différés sont comptabilisés en charges ou en profits dans le compte de résultat sauf lorsqu'ils sont engendrés par des éléments imputés directement en capitaux propres. Dans ce cas, les impôts différés sont également imputés sur les capitaux propres.

L'impôt sur les sociétés est comptabilisé suivant la méthode de l'impôt exigible.

Il n'est pas tenu compte du solde net d'impôts différés actifs issu des différences temporaires entre les valeurs fiscales et consolidées des actifs et des passifs des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

2.16 Résultat par action :

Résultat par action (IAS 33). - Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice après déduction des actions conservées par le groupe.

Le résultat dilué par action est calculé en prenant en compte dans le nombre moyen d'actions en circulation la conversion de l'ensemble des instruments dilutifs existants et la valeur des biens ou services à recevoir au titre de ces bons.

2.17 Flux de trésorerie :

Tableau des flux de trésorerie (IAS 7). - La marge brute d'autofinancement figurant au tableau des flux de trésorerie consolidée correspond à la trésorerie nette dégagée par les activités opérationnelles à l'exclusion de celle provenant des variations du besoin en fonds de roulement.

2.18 Information sectorielle :

Un secteur est une composante distincte du Groupe, engagée dans la fourniture de produits ou services (secteur d'activité) ou dans la fourniture de produits ou de services au sein d'un environnement économique particulier (secteur géographique), et exposée à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs.

Le premier et seul niveau d'information sectorielle du Groupe est le « secteur d'activité ».

En effet, et à l'exception de la technologie de gestion de la publicité, l'activité des sites étrangers étant non significative au regard du groupe (inférieure à 15% du chiffre d'affaires consolidé), la présentation par zone géographique n'est pas pertinente à ce jour.

L'organisation par activité est la suivante :

- Ventes de publicité et autres services;
- Technologie de gestion de publicité

Cette répartition répond aux critères d'IAS 14 « Information sectorielle », les risques et rentabilités étant différents selon les secteurs précités.

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles. Ils comprennent les écarts d'acquisition attribuables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles du secteur. Ils n'incluent pas les impôts différés actifs, les autres participations ainsi que les créances et autres actifs financiers non courants. Ces actifs sont regroupés dans la ligne « actifs non alloués ».

Les passifs sectoriels sont les passifs résultant des activités d'un secteur, qui sont directement attribuables à ce secteur ou qui peuvent raisonnablement lui être affectés. Ils comprennent les passifs courants et non courants à l'exception des dettes financières et des impôts différés passifs. Ces passifs sont regroupés dans la ligne « passifs non alloués ».

La note 8 présente, pour chaque secteur d'activité, des informations sur les produits et les résultats ainsi que certaines informations relatives aux actifs et aux passifs et aux investissements.

2.19 Description de l'activité du Groupe :

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008, auFeminin.com a renforcé sa place de premier éditeur de magazines féminins interactifs en Europe, avec une audience qui a continué à progresser, pour atteindre 16,1 millions de visiteurs uniques mensuels en décembre 2008 (source : Comscore).

Les revenus du groupe ont augmenté de 10%, grâce au développement des recettes publicitaires internationales (+74%) et de l'activité logicielle Smart Adserver (+43%). En France, l'activité publicitaire a reculé de 11%, en raison du contexte économique difficile, en particulier en fin d'année, et du réveil de la concurrence.

Pour renforcer son leadership, auFeminin.com a développé ses structures, enrichi ses contenus, et lancé de nombreux projets innovants.

La société développe et commercialise également SmartAdServer, un des principaux logiciels de publicité sur Internet pour les sites, les agences et les clients.

3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

3.1 Variations de périmètre au cours de la période :

Entrées des sociétés Smartadserver Limited, soFeminine.co.uk Limited et goFeminin.de.Gmbh.

3.2 Liste des sociétés du périmètre de consolidation :

La liste des sociétés consolidées est la suivante :

Sociétés	Adresse du siège social	% contrôle	Méthode de consolidation
auFeminin.com	78, avenue des Champs Elysées - 75008 Paris	Société Mère	IG
alFemminile.com	Via Giovanni da Udine,34 - 20156 Milan	100,00%	IG
enFemenino.com	A.Rodriguez Santa Maria 29 - 28002 Madrid	99,98%	IG
auFeminin.com Productions	78, avenue des Champs Elysées - 75008 Paris	100,00%	IG
SmartAdServer	78, avenue des Champs Elysées - 75008 Paris	100,00%	IG
Marmiton	78, avenue des Champs Elysées - 75008 Paris	100,00%	IG
SmartAdServer Limited	25 Shaftesbury Avenue, London W1B 7EQ	100,00%	IG
soFeminine.co.uk	25 Shaftesbury Avenue, London W1B 7EQ	100,00%	IG
goFeminin.de	Axel Springer Strasse 65 - 10969 Berlin	100,00%	IG

Les sociétés alfemminile.com et enfemenino.com n'ont pas eu d'activité au cours de l'exercice 2008.

4. NOTES SUR LE BILAN ACTIF

4.1 Actif immobilisé = 17 468 K€

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

4.1.1 Ecart d'acquisition = 9 193 K€

AuFeminin.com a conclu un accord concernant l'acquisition des actifs d'Onmeda (portail santé d'Onvista AG) au travers de sa filiale allemande goFeminin pour un montant de 5 569 K€ le 1^{er} juillet 2008.

La valorisation de l'écart d'acquisition, constaté suite à l'acquisition des actifs d'Onmeda, se décompose comme suit :

Total prix d'acquisition	5 569
Marque	1 675
Immobilisations incorporelles et corporelles	1 895
Ecart d'acquisition	1 999

Un montant de 1 675 K€ a été alloué à la marque Onmeda. Etant donné la volonté du groupe de conserver cette marque pour une période indéfinie, elle est considérée comme actif incorporel à durée de vie indéfinie, et ne fait pas l'objet d'amortissement.

AuFeminin.com a acquis 100% des titres de la société Marmiton S.A.S. le 15 décembre 2006.

Marmiton est le 1^{er} site francophone de gastronomie. Créé il y a 6 ans, ce site bénéficie d'une large audience. Cette acquisition permet de bénéficier du savoir-faire des équipes sur le développement de sites thématiques et communautaires.

La valorisation de l'écart d'acquisition, constaté suite à l'acquisition de Marmiton, se décompose comme suit :

Total prix d'acquisition	7 591
Situation nette au 31/12/2006	262
Activation des reports déficitaires	1
Situation nette réévaluée	263
Marque	520
Impôt différé sur allocation de la marque	179
Ecart d'acquisition	6 987

Un montant de 520 K€ a été alloué à la marque Marmiton. Etant donné la volonté du groupe de conserver cette marque pour une période indéfinie, elle est considérée comme actif incorporel à durée de vie indéfinie, et ne fait pas l'objet d'amortissement. Un impôt différé de 179 k€ a été reconnu sur cette allocation.

Ce poste comprend également l'écart d'acquisition relatif à l'acquisition de la société Tiboo le 1^{er} février 2007. Le prix d'achat total de cette société s'élève à 220 K€, pour une situation nette de 14 K€, soit un écart d'acquisition de 206 K€.

Cette acquisition permet à auFéminin.com d'étendre son offre sur l'univers des jeunes mamans.

Conformément à IFRS 3, la société dispose de douze mois pour allouer cet écart d'acquisition. A l'issue de cette période, l'écart d'acquisition n'a pas été alloué.

4.1.2 Immobilisations brutes = 8 275 K€

Actif immobilisé : mouvements 2008	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Fonds de commerce	113			113
Logiciels, licences et marques	1 434	3 907		5 342
Total immobilisations incorporelles	1 548	3 907	0	5 455
Installations, matériel et outillage	15	28		43
Matériel bureau, transport, info et mobiliers	2 343	328		2 671
Total immobilisations corporelles	2 357	355	0	2 714
Autres immobilisations financières	106	0	0	106
TOTAL	4 011	4 263	0	8 275

Actif immobilisé : mouvements 2007	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Fonds de commerce	113			113
Logiciels, licences et marques	744	689		1 434
Total immobilisations incorporelles	856	689	0	1 548
Installations, matériel et outillage	14	1		15
Matériel bureau, transport, info et mobiliers	1 841	501		2 343
Total immobilisations corporelles	1 855	503	0	2 357
Autres immobilisations financières	97	12	-3	106
TOTAL	2 809	1 204	-3	4 011

4.1.3 Amortissements et provisions sur actif immobilisé = 3 022 K€

Amortissements et provisions : mouvements 2008	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Logiciels, licences et marques	556	467		1 023
Total amortissements incorporels	556	467	0	1 023
Installations, matériel et outillage	9	3		12
Matériel bureau, transport, info et mobiliers	1 536	451		1 987
Total amortissements corporels	1 545	455	0	1 998
TOTAL	2 100	922	0	3 022

Amortissements et provisions : mouvements 2007	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Logiciels, licences et marques	373	182		555
Total amortissements incorporels	373	182	0	555
Installations, matériel et outillage	7	2		9
Matériel bureau, transport, info et mobiliers	1 162	374		1 536
Total amortissements corporels	1 169	376	0	1 545
TOTAL	1 542	558	0	2 100

4.2 Etat des clients et autres débiteurs = 16 853 K€ (valeur brute)

ETAT DES CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS	MONTANT BRUT MONTANT BRUT	
	31/12/2007	31/12/2008
Avances et acomptes	21	35
Clients et comptes rattachés	13 580	14 574
Etat impôts et taxes	657	2 023
Actionnaires capital souscrit appelé non versé	0	0
Autres actifs circulants et charges constatées d'avance	191	221
TOTAL	14 449	16 853

Des créances clients sont compensables contractuellement à hauteur de 2 074 K€ au 31.12.2008 contre 1 858 K€ au 31.12.2007 avec des prestations rendues ou à rendre et non encore facturées par les fournisseurs dont le total s'élève à 2 070 K€ au 31.12.2008 contre 1 869 K€ au 31.12.2007. La différence entre les créances et dettes compensables s'explique par le fait qu'auFeminin n'a pas réalisé au 31.12.2008 toutes les publicités commandées. Il existe donc un écart entre les créances et les dettes.

L'ensemble des créances est à échéance de moins d'un an.

Les créances clients non encaissés, hors échanges, de plus d'un an représentent 711 k€ HT au 31 décembre 2008, Ces créances concernent principalement des agences et des clients industriels ne présentant aucun risque de contre partie.

Dépréciation d'actif courant = 588 K€

Dépréciations	Montant 2007	Montant 2008
Dépréciation des comptes clients	475	588
TOTAL	475	588

Les créances clients en France échues depuis plus de 6 mois, dont le risque de non-recouvrement est probable, ont été dépréciées à 100% au 31 décembre 2008.

Produits à recevoir	Montant 31/12/2007	Montant 31/12/2008
Clients factures à établir	14	131
- Dont échanges	0	26
Fournisseurs avoirs à recevoir	27	32
Etat et organismes sociaux à recevoir	15	325
Intérêts courus sur BMTN et compte à terme	304	330
Produits de placements de Sicav	209	16
TOTAL	568	834

Charges constatées d'avance = 115K€

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires et notamment de factures de frais généraux non encore consommés à la clôture de l'exercice dont la répercussion sur le résultat est reportée sur la période ultérieure.

Charges constatées d'avance	Montant 31/12/2007	Montant 31/12/2008
Charges constatées d'avance sur frais généraux	115	115
Charges constatées d'avance sur publicité Web	0	0
TOTAL	115	115

4.3 Trésorerie et équivalent de trésorerie = 15 821 K€ (valeur brute)

<u>Éléments</u>	<u>Montant 31/12/2007</u>	<u>Montant 31/12/2008</u>
Valeurs mobilières de placement	19 417	14 578
Disponibilités	1 267	1 243
TOTAL	20 684	15 821

Le détail de valeurs mobilières de placement est le suivant :

Eléments	Valeur brute	Valeur d'inventaire
BMTN et comptes à terme	13 999	13 999
Sicav	233	249
Intérêts courus sur BMTN et compte à terme	330	330
TOTAL	14 562	14 578

5. NOTES SUR LE BILAN PASSIF

5.1 Capital social = 1 792 646,20 €

Le capital social de la société, au 31 décembre 2008 est de 1 792 646,20 euros, divisé en 8 963 231 actions d'un nominal de 0.20 euro chacune, entièrement libérées, toutes de même catégorie.

La variation des capitaux propres entre le 31 décembre 2007 et le 31 décembre 2008 a été détaillée en IV.

BSPCE , Stocks options et actions gratuites

Des BSPCE, des stocks options et des actions gratuites ont été attribués à certains cadres dirigeants et salariés. Le nombre de BSPCE, stocks options et actions gratuites attribués et non encore exercés au 31 décembre 2008 s'élève à 250 964, soit une dilution maximale de 2,73 % du capital.

a) BSPCE

	Plan n°1	Plan n°2	Plan n°3	Plan n°4	Plan n°5
Date de l'assemblée générale	31.03.00	12.05.00	26.06.00	17.05.01	25.04.02
Quantité autorisée	30 759	21 724	75 117	21 263	133 500 (a) 128 000
Nombre d'actions pouvant être souscrites	30 759	21 724	75 117	21 263	261 500
Date d'émission	31.03.00	12.05.00	26.06.00 07.11.00 20.12.00 09.02.01	17.05.01	11.09.02
Total de BSPCE attribués	30 759	21 724	75 117	21 263	126 545
Date d'échéance des BSPCE	31.03.05	12.05.05	60 mois après émission	17.05.06	31.03.2005
Prix de souscription des actions	2,33 euros	2,33 euros	7,60 euros	7,60 euros	0,89 euros
BSPCE à l'ouverture	0	0	0	0	0
BSPCE levés	0	0	0	0	0
BSPCE annulés	0	0	0	0	0
BSPCE attribués restant à exercer	0	0	0	0	0

	Plan n°6	Plan n°7	Plan n°8
Date de l'assemblée générale	25/04/2003	29/06/2004	27/05/2005
Quantité autorisée	400 000	500 000	500 000
Nombre d'actions pouvant être souscrites	250 000 (b) 650 000	500 000	500 000
Date d'émission	11.09.2003 350 000 22.04.2004 48 500	08/12/2004 9000	06/10/2005 20 000
Total de BSPCE attribués	398 500	9 000	20 000
Date d'échéance des BSPCE	60 mois après émission	28.06.09	26.05.10
Prix de souscription des actions	2,63 euros le 11.09.2003	7,06 euros le 08/12/2004	18,15 euros
Prix de souscription des actions	4,49 euros le 22.04.2004		
BSPCE à l'ouverture	10 854	1 000	20 000
BSPCE levés	2 790	1 000	0
BSPCE annulés	100	0	0
BSPCE attribués restant à exercer	7 964	0	20 000

(a) L'assemblée générale extraordinaire convoquée pour le 25 avril 2002 a autorisé le conseil d'administration à émettre à titre gratuit 133.500 bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise, destinés à remplacer 70.994 bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise précédemment émis par la société entre le 31 mars 2000 et le 17 mai 2001.

(b) L'assemblée générale extraordinaire convoquée pour le 25 avril 2003 a autorisé le conseil d'administration à émettre à titre gratuit 250.000 bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise destinés à remplacer 34.508 bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise précédemment émis par la société entre le 31 mars 2000 et le 17 mai 2001.

Il n'y a plus d'autorisations d'attribution sur les plans présentés ci-dessus.

b) Options de souscription

	Plan n°1	Plan n°2	Plan n°3	Plan n°4
Date de l'assemblée générale	31.03.00	17.05.01	25.04.2002	22.06.2006
Quantité autorisée	200 000	180 000	62 222	500 000
Nombre d'actions pouvant être souscrites	200 000	180 000	62 222	500 000
Date d'émission	11.04.00 32 730 03.05.00 32 730 26.06.00 6 026 28.08.00 3 876 07.11.00 41 356 20.12.00 3 926 26.04.01 7 852	27.06.01 5 889 14.09.01 1 963		04.07.2006 64 000 20.12.2006 10 000 28.04.2008 99 000
Total d'options attribuées	128 496	7 852	0	173 000
Date d'échéance des options	10 ans après émission	10 ans après émission	10 ans après émission	8 ans après émission
Prix de souscription des actions	2,33 (11.04.00 et 03.05.00) puis 7,60 euros	7,60 euros	NA	18,60 le 04.07.06 21,21 le 20.12.06 20,46 le 28.04.08
options à l'ouverture	0	0	0	74 000
options émises en 2008				99 000
options levées	0	0	0	0
options annulées	0	0	0	0
options attribuées restant à exercer	0	0	0	173 000

c) Actions gratuites

Date de l'assemblée générale	Plan n°1 22.06.2006
Quantité autorisée	150 000
Nombre d'actions pouvant être souscrites	150 000
Date d'émission	04.07.2006 10 000 18.01.2007 17 000 03.05.2007 5 000 24.09.2007 5 000 21.02.2008 60 000 28.04.2008 53 000
Total d'actions attribuées	150 000
Date d'échéance des actions	au minimum 2 ans après la date d'attribution
Prix de souscription des actions	
actions à l'ouverture	37 000
actions émises en 2008	113 000
actions levées	0
actions annulées	100 000
actions attribuées restant à exercer	50 000

En application de IFRS 2 - *Paiement fondé sur des actions*, ces attributions ont fait l'objet d'une évaluation à leur juste valeur à la date d'octroi. La juste valeur des attributions d'options sur l'exercice 2008 a été appréciée sur la base du modèle Black & Scholes.

Les hypothèses retenues pour le calcul de la charge sont les suivantes :

- Volatilité annuelle attendue du prix de l'option : 25% sur l'ensemble des plans
- Taux de turnover ou d'annulation d'options : 15% par an
- Durée de vie de l'option
- Début de la période d'exercice pour les BCE
- 2 ans pour les actions gratuites
- 4 ans pour les stocks options

Il en résulte un impact de 617 K€ dans le compte de résultat au 31 décembre 2008 sur la ligne « charge de personnel ».

5.2 Provisions = 110 K€

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Reprise suite à utilisation	Reprise sans utilisation	A la clôture
- Réclamations contentieuses	50		72	-20	102
- Charges en cours sur litiges sociaux France					0
- Engagements de retraite	4		5		8
TOTAL	54		76	-20	110

5.3 Etat du passif courant = 8 334 K€

Etat des dettes	Montant total 31/12/2007	Montant total 31/12/2008
Etablissements de crédit	2	2
Emprunts et dettes fi diverses	3	0
Avances et acomptes reçus	59	114
Fournisseurs	3 129	3 589
Dettes fiscales et sociales	8 976	4 200
Dettes sur immobilisations	63	105
Autres dettes	77	48
Produits constatés d'avance	254	276
TOTAL	12 562	8 334

L'ensemble du passif courant est à moins d'un an.

Des dettes fournisseurs sont compensables contractuellement à hauteur de 2 070 K€ au 31.12.2008 contre 1 869 K€ au 31.12.2007 avec des prestations rendues ou à rendre et facturées aux clients (voir créances clients).

5.4 Charges à payer = 3 614 K€

Charges à payer	Montant 31/12/2007	Montant 31/12/2008
Etablissement de crédit	2	2
Factures non parvenues	2 409	2 329
- Dont échanges	1 768	1 921
Clients RRR à accordés	0	40
Charges sociales et fiscales à payer	509	1 243
TOTAL	2 921	3 614

6. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

L'ensemble des montants sont présentés en milliers d'euros.

6.1 Ventilation du chiffre d'affaires = 24 721 K€

Le chiffre d'affaires de la période se décompose par nature de la manière suivante :

	31/12/07		31/12/08	
	12 mois		12 mois	
Ventes de publicité	18 869	83,78%	19 377	78,38%
Opérations d'échanges	385	1,71%	405	1,64%
Autres services	3 269	14,51%	4 939	19,98%
TOTAL	22 523	100%	24 721	100%

La ligne autres services comprend principalement le chiffre d'affaires relatif au logiciel de gestion de la publicité.

6.2 Autres charges et produits opérationnels

	Montant HT	Montant HT
	31/12/2007	31/12/2008
	12 mois	12 mois
Plus ou moins values de cessions d'actifs courants		
Plus ou moins values de cessions d'actifs non courants		
Reprises de provisions		
Dépréciations		
Autres charges et produits opérationnels	78	3
TOTAL	78	3

6.3 Autres achats et charges externes = 4 773 K€

Nature des charges	Montant HT	Montant HT
	31/12/2007	31/12/2008
	12 mois	12 mois
Coûts techniques	792	1 094
Communication	64	277
Campagnes publicitaires	1 143	1 435
Honoraires juridiques et fiscaux	251	455
Frais de fonctionnement général	1 005	1 473
Frais de recrutement à l'étranger	0	38
TOTAL	3 254	4 773

6.4 Résultat financier = 613 K€

Détail du résultat financier	Montant 31/12/07 12 mois	Montant 31/12/08 12 mois
Intérêts des placements en BMTN	308	487
Produits de placements de Sicav MONEPLUS	210	139
Produits financiers	4	7
Charges financières	-9	-19
Charges nettes sur cession de VMP		-2
RESULTAT FINANCIER	513	613

6.5 Impôt sur le résultat = 3 677 K€

Les SAS Marmiton et SmartAdserver ainsi que la SARL auFeminin.com Productions sont intégrées fiscalement.

Les principaux composants de l'impôt sur les bénéfices sont les suivants, au 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2007 :

En KE	31/12/2007	31/12/2008
Impôt exigible	(4 724)	(3 809)
Impôt différé	(54)	132
Impôt sur le résultat	(4 778)	(3 677)

Le taux d'impôt utilisé est de 33,33% + 3.3 % de contribution sociale.

Le rapprochement entre la charge d'impôt obtenue en appliquant le taux d'impôt en vigueur au résultat avant impôt et la charge d'impôt obtenue en appliquant le taux d'impôt réel du Groupe est le suivant :

	31/12/2008
Résultat courant avant impôt	10 119
Taux d'IS	33,33%
Contribution	3,30%
IS de base	3 373
Contribution	86
Impôt théorique	3 459
Impôt sur les bénéfices	3 809
Impôts différés	(132)
Impôt réel	3 677
Ecart	218
Différences permanentes (IFRS 2)	212
Différences taux	3
Total	215
Ecart résiduel	(3)

Au 31 décembre 2008, l'impôt différé actif s'élève à 243 K€ et l'impôt différé passif s'élève à 375 K€.

6.6 Résultat par action

	2007	2008
Résultat net part du Groupe (milliers d'euros)	8 790	6 442
Nombre moyen pondéré d'actions (milliers)	8 856	8 961
Résultat en euros par action	0,99	0,72
Résultat net part du Groupe (milliers d'euros)	8 790	6 442
Nombre moyen pondéré d'actions (milliers)	8 856	8 961
Nombre d'actions théorique complémentaire (milliers)	112	41
Nombre moyen d'actions retenu pour la détermination du résultat dilué par action (milliers)	8 968	9 002
Résultat dilué par action	0,98	0,72

7. AUTRES INFORMATIONS

7.1 Charges de personnel

Les charges de personnel 2008 comprennent notamment une augmentation de 598 K€ correspondant à la mise en place de la participation et une augmentation de 617 K€ en application de IFRS 2 - *Païement fondé sur des actions* (voir note 5.1).

7.1.1 Effectif moyen consolidé

	31/12/2007	31/12/2008
Cadres	36	67
Employés	27	30
TOTAL	63	97

Catégories de salariés	France	Europe	Total
Cadres	55	12	67
Employés	30	0	30
TOTAL	85	12	97

7.2 Engagements donnés et reçus :

Nature des engagements donnés	Montant 2007	Montant 2008	Dont < 1 an	De 1 à 5 ans	> 5 ans
Contrats de location simple (loyers et charges locatives à venir)	606	1 525	446	1 079	
Contrats de location lognue durée (loyers à venir)	7	13	5	8	
TOTAL	613	1 538	451	1 087	0

Engagements reçus : néant

7.3 Rémunération des dirigeants

Les rémunérations brutes totales (y compris avantage en nature) versées aux dirigeants au 31 décembre 2008 sont de 150 K€, dont avantages en nature pour 0 K€.

Aucune retraite complémentaire n'a été souscrite au profit des dirigeants.

Au 31 décembre 2008, les dirigeants du Groupe ne disposent d'aucune action gratuite et stock option.

8. Information sectorielle

COMPTE DE RESULTAT SECTORIEL (en K€)

Rubriques	31/12/08	31/12/08	31/12/08	31/12/08
	Ventes de publicité et autres services	Technologie de gestion de publicité	Opérations intra-groupe	TOTAL
	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
Produits	20 361	4 364	-4	24 721
Autres produits opérationnels	706	148	-829	25
Opérations d'échanges	-430	-7		-437
Autres achats et charges externes	-4 488	-970	685	-4 773
Impôts, taxes et versements assimilés	-400	-30		-430
Salaires et charges sociales	-7 326	-1 160		-8 486
Dotations amortissements immobilisations	-534	-388		-922
Dotations et reprises de provisions	-170	1		-169
Autres charges opérationnelles	-169	0	148	-22
RESULTAT OPERATIONNEL	7 551	1 956	0	9 507

COMPTE DE RESULTAT SECTORIEL (en K€)

Rubriques	31/12/07	31/12/07	31/12/07	31/12/07
	Ventes de publicité et autres services	Technologie de gestion de publicité	Opérations intra-groupe	TOTAL
	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
Produits	19 472	3 051		22 523
Autres produits opérationnels	420	97	-439	78
Opérations d'échanges	-374	0		-374
Autres achats et charges externes	-3 123	-473	342	-3 254
Impôts, taxes et versements assimilés	-345	-12		-357
Salaires et charges sociales	-4 373	-513		-4 886
Dotations amortissements immobilisations	-221	-337		-558
Dotations et reprises de provisions	-102	-13		-115
Autres charges opérationnelles	-97	0	97	0
RESULTAT OPERATIONNEL	11 257	1 800	0	13 056

	Ventes de publicité et autres services	Technologie de gestion de publicité	Comptes courants inter- secteurs	TOTAL
Bilan (milliers d'euros) au 31.12.2008				
Actifs sectoriels	41 599	6 119	-945	46 773
dont immobilisations incorporelles et corporelles		643		643
Actifs non alloués				0
Total des actifs consolidés	41 599	6 119	-945	46 773
Passifs sectoriels	41 599	6 119	-945	46 773
Passifs non alloués				0
Total des passifs consolidés	41 599	6 119	-945	46 773
Autres informations				
Acquisition d'immob. corporelles et incorporelles	3 842	421		4 263
Effectifs moyen	86	11		97

	Ventes de publicité et autres services	Technologie de gestion de publicité	Comptes courants inter- secteurs	TOTAL
Bilan (milliers d'euros) au 31.12.2007				
Actifs sectoriels	40 320	3 895	-420	43 795
dont immobilisations incorporelles et corporelles		610		610
Actifs non alloués				0
Total des actifs consolidés	40 320	3 895	-420	43 795
Passifs sectoriels	40 320	3 895	-420	43 795
Passifs non alloués				0
Total des passifs consolidés	40 320	3 895	-420	43 795
Autres informations				
Acquisition d'immob. corporelles et incorporelles	363	310		673
Effectifs moyen	58	5		63

9. Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux pris en charge par le groupe.

Exercice couvert : du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008

	ERNST & YOUNG		CONSTANTIN	
	Montant en €	%	Montant en €	%
<u>Audit</u>				
Commissariat aux comptes, Certification, examen des comptes individuels et consolidés	50 000	100,00%	31 000	100,00%
Missions accessoires	0	0,00%	0	0,00%
TOTAL	50 000	100,00%	31 000	100,00%

10. EVENEMENTS POST CLOTURE

Neant.